

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Tél. : 03.86.60.70.80
Télécopie : 03.86.60.72.51

N° 2007-P- 6520

ARRÊTÉ

Portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière
Sur le territoire de la commune de SAINT SAULGE
Au lieudit « Bois du Bourras »

**Le préfet de la Nièvre,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime de répartition des eaux et à la lutte contre les pollutions et leurs textes d'application,

VU la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux,

VU l'arrêté préfectoral n° 84.3000 du 9 juillet 1984, complété par arrêté n° 99-P-2782 du 13 août 1999 autorisant l'entreprise Jean LEFEBVRE Sud-Est à exploiter une carrière de roche granitique située sur le territoire de la commune de SAINT-SAULGE (Nièvre), au lieu-dit « Bois du Bourras »,

VU la demande en date du 14 septembre 2005, complétée le 4 mai 2006, présentée par la SNC TRACYL, dont le siège social est situé Parc d'Activités de Bellevue – 71404 AUTUN, tendant à autoriser au profit de cette dernière la mutation de l'autorisation préfectorale précitée,

VU l'avis et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées en date du 22 mai 2006,

VU l'avis des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation des carrières- dans sa séance du 16 octobre 2007,

LE pétitionnaire consulté et entendu,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Est autorisée au profit de la SNC TRACYL, dont le siège social est situé Parc d'Activités de Bellevue – 71404 AUTUN, la mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche granitique située sur le territoire de la commune de SAINT-SAULGE (Nièvre), lieu-dit « Bois du Bourras ».

En conséquence, les 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 84.3000 du 9 juillet 1984 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1^{er} – Titulaire de l'autorisation »

La SNC TRACYL, dont le siège social est situé Parc d'Activités de Bellevue – 71404 AUTUN, est autorisée à exploiter une carrière de microgranite dans le département de la Nièvre sur le territoire de la commune de SAINT-SAULGE (Nièvre), lieu-dit « Bois du Bourras » (section C – parcelles n° 122 et 123 du plan cadastral), s'étendant sur un terrain d'une superficie totale de 19 ha 43 a 50 ca.

Le présent arrêté vise également la parcelle n° 77 section C qui ne peut être exploitée, mais est concernée par les dispositions de protection de l'environnement ».

ARTICLE 2

La SNC TRACYL se substitue à l'entreprise Jean LEFEBVRE Sud-Est dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter accordée par l'arrêté préfectoral n° 84.3000 du 9 juillet 1984, dont toutes les dispositions demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'autorisation de mutation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que sur les surfaces définies à l'article 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 3 – GARANTIES FINANCIERES

La SNC TRACYL est tenue de constituer des garanties financières et d'en produire attestation pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la carrière de SAINT-SAULGE.

Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site visant à une insertion satisfaisante à un moment quelconque au cours de l'exploitation.

Les garanties financières sont données pour des périodes de cinq ans au moins.

Pour la période en cours (1^{er} janvier 2006 – 31 décembre 2010), le montant actualisé de la garantie est fixé à 82 000 Euros TTC.

ARTICLE 4 – MODALITES D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières est actualisé tous les cinq ans compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIERES

Les montants pourront, le cas échéant, être révisés si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision sera initiée soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION ET DU RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

L'attestation de constitution des garanties financières doit être parvenue au préfet au plus tard dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

L'attestation de renouvellement de garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

ARTICLE 7 – ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être engagées, l'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 8 – LEVEE DES GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de disposer de garanties financières ne pourra être levée que par arrêté préfectoral, après constat par l'inspection des installations classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

ARTICLE 9 – SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT

L'exploitant fait établir un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel seront mentionnés :

- le périmètre autorisé,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitation, etc.).

Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre.

Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,

- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état.

La surface de ces différentes zones sera consignée dans une annexe à ce plan.

ARTICLE 10 – ABROGATION

L'arrêté préfectoral n° 99-P-2782 du 13 août 1999 portant mutation de l'autorisation initiale de l'autorisation d'exploiter la l'entreprise Jean LEFEBVRE Sud-Est et fixant le montant des garanties financières applicables à la carrière est abrogé.

ARTICLE 11 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 – DELAI ET VOIES DE RECOURS

Le présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de DIJON dans un délai de quatre ans à compter de la date de publication de la présente décision.

ARTICLE 13 – PUBLICATION

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-SAULGE pour y être consultée par toute personne intéressée.

L'arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie et un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet de la Nièvre et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés sur tout le département.

ARTICLE 14 - EXECUTION

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- M. le maire de SAINT-SAULGE,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Bourgogne,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre à NEVERS,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Mme la directrice régionale de l'environnement,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le directeur régional des affaires culturelles,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. l'inspecteur des installations classées à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée.

Nevers, le - 3 DEC 2007

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean-Pierre GILLERY